

L'aide personnalisée de retour à l'emploi est incessible et insaisissable.

**L. 5133-9**

LOI n°2016-1917 du 29 décembre 2016 - art. 152 (V) - [Conseil Constit.](#) 2016-744 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'aide personnalisée de retour à l'emploi est financée par l'Etat. Les crédits affectés à l'aide sont répartis entre les organismes au sein desquels les référents mentionnés à l'*article L. 262-27 du code de l'action sociale et des familles* sont désignés.

**L. 5133-10**

LOI n°2008-1249 du 1er décembre 2008 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application de la présente section.

## *Chapitre IV : Contrats de travail aidés*

### *Section 1-1 : Contrat unique d'insertion.*

**L. 5134-19-1**

LOI n°2019-791 du 26 juillet 2019 - art. 54 - [Conseil Constit.](#) 2019-787 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le contrat unique d'insertion est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié dans les conditions prévues à la sous-section 3 des sections 2 et 5 du présent chapitre, au titre duquel est attribuée une aide à l'insertion professionnelle dans les conditions prévues à la sous-section 2 des mêmes sections 2 et 5. La décision d'attribution de cette aide est prise par :

1° Soit, pour le compte de l'Etat, l'institution mentionnée à l'article **L. 5312-1**, les organismes mentionnés à l'article **L. 5314-1** ou, selon des modalités fixées par décret, un des organismes mentionnés au 1° bis de l'article **L. 5311-4** ;

2° Soit le président du conseil départemental lorsque cette aide concerne un bénéficiaire du revenu de solidarité active financé par le département ;

3° Soit, pour le compte de l'Etat, l'autorité académique pour les contrats mentionnés au I de l'article **L. 5134-125**.

Le montant de cette aide résulte d'un taux, fixé par l'autorité administrative, appliqué au salaire minimum de croissance.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Contrat unique d'insertion (CUI) - Parcours emploi compétences (PEC) : Types de CUI

**L. 5134-19-2**

LOI n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le président du conseil départemental peut déléguer tout ou partie de la décision d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle mentionnée à l'article **L. 5134-19-1** à l'institution mentionnée à l'article **L. 5312-1** ou à tout autre organisme qu'il désigne à cet effet.

**L. 5134-19-3**

LOI n°2008-1249 du 1er décembre 2008 - art. 21

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le contrat unique d'insertion prend la forme :

1° Pour les employeurs du secteur non marchand mentionnés à l'article **L. 5134-21**, du contrat d'accompagnement dans l'emploi défini par la section 2 ;